

Présentation

La Revue canadienne de politique sociale au croisé des chemins

Des difficultés se sont présentées à la *Revue* : le nombre trop faible d'abonnés, la faiblesse des revenus, la diminution du nombre et de la qualité des soumissions, l'épuisement des bénévoles. Après maints efforts de palier à ces lacunes, nous nous sommes rendus à l'évidence qu'une solution plus fondamentale est maintenant requise.

Même si nous pouvions nous maintenir à notre niveau de diffusion à son maximum atteint, mais pas toujours maintenu, de 400 abonnés, ce ne serait pas suffisant pour assurer la survie de la *Revue*. Actuellement, les abonnements couvrent environ le tiers de nos coûts de production et de diffusion. Ces coûts sont, par ailleurs, en croissance malgré nos meilleurs efforts. Plus grave encore, la *Revue* ne reçoit ni le nombre ni la qualité de contributions dont elle a besoin pour assurer ses assises. Bien que nous soyons la seule revue savante canadienne spécialisée dans le domaine de la politique sociale et que nous publions dans les deux langues, les efforts considérables investis dans la sollicitation des manuscrits par des bénévoles et le secrétaire de la *Revue* n'ont pas suffi à assurer un nombre suffisant de soumissions scientifiques, ni même de contributions à notre rubrique "*Questions et Débats*".

Ceci découle en partie de notre situation comme revue indépendante sans l'appui d'une société scientifique et de ses réseaux d'adhérents, ses rencontres annuelles et autres activités. La *Revue* avait été fondée à l'origine pour servir les spécialistes de politique sociale au sein des écoles de service social. Mais, depuis sa création à la réunion annuelle de l'Association canadienne des Écoles de service social en 1976, nous avons eu peu de contact avec cette Association dont la politique sociale ne forme qu'une parmi plusieurs champs d'intervention. Publiée à ses débuts avec des moyens des plus simples par une équipe de bénévoles de l'Université de Régina, la *Revue* s'est dotée d'une structure plus formelle en 1984.

Un groupe de travail composé de bénévoles, aujourd'hui en majeure partie de la région d'Ottawa, aidée par un secrétaire permanent à temps partiel, assure les tâches de production et de diffusion. Un bureau national est chargé de solliciter des contributions et des abonnements ainsi que d'offrir des conseils en matière de l'orientation de la *Revue*, des numéros thématiques, etc. En 1988, la *Revue* est devenue une revue scientifique à plein titre, conservant toutefois une section "*Questions et Débats*" réservée à des soumissions non évaluées par des pairs externes, plus courtes, plus ponctuelles et souvent sollicitées autour des thèmes proposés. Malheureusement, le bureau national est demeuré à peu près inactif. Le groupe de travail, toujours de moins en moins nombreux, se trouve donc à devoir assumer les tâches de sollicitation des abonnements, de sollicitation des contributions, d'orientation des numéros

thématique et de la formulation des politiques et prises de décision en plus de ses tâches d'évaluation des manuscrits, de production et de distribution.

La *Revue* ne dispose plus de sources de financement externes depuis la disparition en 1994 du programme des subventions nationales au bien-être. Ce programme avait soutenu la *Revue* à ses débuts au sein de l'Unité de recherche sur l'administration sociale de l'Université de Régina et encore au début des années 1990 lorsque le secrétariat de la *Revue* s'est déplacée à Ottawa. Aujourd'hui le Ministère du développement des ressources humaines et son programme sur l'employabilité et le partenariat social ne soutiennent plus la *Revue canadienne de politique sociale*.

En ce moment donc, la *Revue* a durement besoin de renouveau : plus d'abonnés, plus de revenus, plus de soumissions, plus de bénévoles actifs.

La Conférence sur les politiques sociales

Depuis maintenant dix ans, la Conférence biennale sur les politiques sociales est devenue l'évènement scientifique et professionnel le plus important en ce qui concerne l'analyse des politiques sociales au Canada. Après les premiers rencontres au début des années 1980 à l'Université de Calgary, la Conférence fut reprise à Toronto comme rencontre scientifique nationale avec un appel ouvert de communications. Des membres du bureau et du groupe de travail de la *Revue* ont participé activement à la mise en place de ces séries de rencontres : en 1989 à Toronto, en 1991 à l'Université Bishop, en 1993 à L'Université Mémorial de Terre-Neuve, en 1995 à Vancouver, en 1997 à l'Université de Régina et maintenant en 1999 à Montréal. Mais, avec le succès de ces rencontres et la publication des actes sous forme d'ouvrages collectifs sous la direction de membres du comité organisateur, la *Revue* s'est vue aussi privée d'une grande partie de ses contributions scientifiques.

Jusqu'ici l'organisation de la Conférence se fait de façon *ad hoc*. Depuis Calgary, il n'y a pas eu de secrétariat permanent. Les tâches de coordination sont assumées par des équipes de bénévoles formées dans chaque ville recevant l'évènement. Lors de chaque rencontre, une nouvelle équipe est formée pour organiser l'évènement suivant. Les fonctionnaires du programme de subventions nationales au bien-être et, suite à son abolition, de la Direction des partenariats sociaux et communautaires de Ressources humaines Canada ont joué un rôle important dans la planification de la succession de ces rencontres. Mais, la retraite du gouvernement fédéral d'un rôle actif dans les débats sur la politique sociale a fini par mettre fin à ce soutien. La Conférence a aujourd'hui besoin d'un secrétariat permanent pour assurer la continuité entre les rencontres.

Une Proposition

Il nous semble que les défis respectifs de la *Revue canadienne de politique sociale* et de la Conférence biennale de politique sociale sollicitent une solution commune pour mieux assurer non seulement la survie financière mais aussi l'imputabilité à la discipline et à la profession de ces deux institutions nationales uniques dans le champ de la politique sociale.

La proposition suivante sera présentée et débattue à la Conférence de politique sociale à Montréal le mercredi après midi du 23 juin.

1. Une Association canadienne de politique sociale

Nous proposons l'établissement d'une société scientifique permanente à adhésion dédiée à l'analyse de la politique sociale.

2. Un Assemblé Biennal de l'Association

Nous proposons que l'Assemblé Général des membres ait lieu à chaque rencontre biennale afin de rendre compte aux membres des activités et des états financiers de l'Association. Nous proposons que l'Assemblé Général fondateur ait lieu à la Conférence de politique sociale de Montréal en juin 1999.

3. Conseil de direction

Un Conseil de direction composé de dix membres élus lors de l'Assemblé Général biennal des membres sera chargé de la préparation des Conférences biennales et de la direction de la *Revue canadienne de politique sociale*. Le Conseil pourra nommer un comité d'organisation de la Conférence ainsi qu'un comité de rédaction pour se charger des tâches quotidiennes de la production de la *Revue*.

4. Adhésion à l'Association

L'adhésion à l'association sera individuelle ou organisationnelle. Les frais d'adhésion sont fixés par l'Assemblé Général biennal des membres et comprendront les frais d'inscription à la Conférence biennale et l'abonnement à la *Revue canadienne de politique sociale*. L'adhésion sera d'une durée de deux ans.

5. La *Revue canadienne de politique sociale*

Les textes de communications de la Conférence de politique sociale seront soumis à la *Revue* pour évaluation par les pairs et pour publication éventuelle comme articles scientifiques. Cette publication pourra se faire dans un numéro spécial dédié aux Actes de Colloque ou dans les numéros ordinaires de la *Revue*. La *Revue* continuera aussi à publier dans ces numéros ordinaires, sujette à l'évaluation des pairs, des contributions non-sollicitées lui parvenant directement.

Nous sollicitons votre appui. Vos commentaires et suggestions sont également appréciés. Vous pouvez nous contacter par courrier ou par courriel au cours des prochaines semaines.

Allan Moscovitch